

270 personnes ont défilé hier dans les rues de Périgueux dans le cadre de la journée d'action des retraités qui demandent le retrait de la hausse de la CSG et une revalorisation des retraites et des pensions gelées depuis de nombreuses années.

Social



Des retraités moins nombreux mais toujours en colère

Résister, revendiquer, reconquérir

Par Philippe Jolivet

Cette journée était organisée par le G9 qui regroupe les syndicats et associations de retraités qui se battent depuis des mois contre la hausse de la CSG qui grève fortement leurs pensions.

Une délégation avait été reçue en préfecture à 10 h afin de faire remonter les revendications en haut lieu. Les organisateurs avaient décidé de procéder de cette façon afin que les manifestants ne se lassent pas à attendre indéfiniment devant la préfecture, comme l'a précisé Sylvie Salleron de la FRP qui a pris la parole devant la Bourse du travail pour faire part de la colère des retraités face aux mauvais coups de Macron, tout en soulignant la belle unité des syndicats et associations de retraités. Elle s'est ensuite relayée avec Jacques Tessier de la CGT pour lire l'intervention de la délégation qui était reçue en préfecture demandant le retrait des 1,5 point de CSG, et dénonçant la politique pour les plus riches que mène Macron,

« selon l'observatoire français de la conjoncture économique, les 2 % les plus riches capteraient 42 % des gains à attendre de la mise en place des mesures du gouvernement Macron alors que les ménages les plus pauvres verront leur niveau de vie se réduire car les revalorisations des minima sociaux ne compensent pas les hausses de la fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie cette année », rappelant que le gaz allait augmenter de 6 %. Sylvie Lamontagne pour FO expliquait que les retraités avaient été reçus par le sénateur Bernard Cazeau et le député Philippe Chassaing, « ils nous ont tenu un discours de perroquet se limitant à, « le président a dit que la CSG sur les retraites ne concernait que celles au dessus de 1 200 euros », sauf qu'il a oublié de pré-

ser que c'était sur le revenu fiscal ». Elle a par ailleurs expliqué avoir été outrée par les propos d'Emmanuel Macron disant que l'on « dépense un pognon de dingue pour les minima sociaux et que les pauvres restent pauvres ». A ceux-ci elle répond, « il y a un pognon dingue à récupérer dans les évasions fiscales, nous retraités nous allons résister, revendiquer et reconquérir nos droits, nous ne lâchons rien ». Des propos qui ont également choqué Michel Favard membre de la FSU, « ce sont des déclarations dignes du XIX^e siècle on est dans une situation où ce sont les plus riches qui ont le dessus avec un recul comme on n'en a pas connu depuis l'époque de Zola ».

Après s'être rendu devant la préfecture les retraités ont fait part de leur mécontentement après avoir été re-

« Rien n'est perdu »

Le PCF était représenté par Benjamin Regonesi secrétaire à l'organisation, venu « soutenir cette belle unité syndicale et la lutte des retraités. C'est une population qui est aujourd'hui attaquée au même titre que les autres. Ce que nous observons en étant toujours présents sur le terrain auprès des cheminots et des salariés d'Orange entre autres c'est que même si la convergence des luttes que nous appelons de nos vœux ne prend pas vraiment forme la colère monte et que rien n'est perdu ».

çus par le secrétaire général de la préfecture. « Ça commence à bien faire, autant qu'ils nous passent une vidéo puisque à chaque fois ce sont les mêmes discours selon lesquels M. Macron est élu pour rappeler leur prétendue légitimité. Les organisations syndicales travaillent en toute indépendance pour la défense des intérêts des travailleurs et retraités quelles que soient les élections passées ou à venir. Lorsque nous avons rencontré le député, il nous a expliqué que c'était soit la CSG soit la TVA et que la CSG serait moins dure. Le choix entre la peste et le choléra donc. Ce gouvernement cherche à contourner les syndicats ou à les intégrer dans son processus ce qui revient au même. Ce gouvernement c'est la peste et le choléra ». Lors de leur entrevue à la préfecture, les membres de la délégation sont d'ailleurs restés debout comme l'a expliqué Josette Gosset de la CGT, « non pas par manque de respect mais parce qu'il y en a assez. A chaque fois on nous dit, « on nous écoute, vous avez le droit de vous exprimer, mais à la fin on ne nous entend pas. Macron dit, je

continue, j'ai été élu pour ça. Et bien nous aussi nous continuerons à nous battre ». Et même si la mobilisation était moindre elle précise, « nous sommes dans un contexte très compliqué mais le mécontentement est là. Cela fait deux mois que nous sommes sur les marchés pour mobiliser et signer la pétition qui a recueilli plus de 3 000 signatures. La question c'est comment transformer cette colère ? Car avec les réformes du ferroviaire ou de la Sécu, il n'y a pas un secteur, pas une population qui soit satisfaite ». Et Manuel Fernandes de porter un coup fatal au pauvre député Philippe Chassaing en expliquant que « lors de notre rencontre il a déclaré que les notions de concurrence et de marché étaient inscrites dans ses gènes. Nous lui avons alors donné l'exemple du 100 % Sécu qui serait le système le moins cher, le plus juste et le plus efficace. Il nous a dit que c'était impossible car ce serait un monopole et qu'il fallait que ce soit ouvert à la concurrence ». L'un des derniers secteurs échappant encore à la finance, mais pour combien de temps...